

Voyage dans la France d'hier

Retour dans la France des Trente Glorieuses, époque façonnée par des valeurs et des traditions bousculées par le progrès...

A lors que l'on s'apprête dans les semaines à venir à célébrer le cinquantième anniversaire de mai 68, *La France d'hier* de Jean-Pierre Le Goff invite le lecteur à plonger (ou à se replonger) dans la période 1950-1968, celle des Trente Glorieuses sûres d'elles-mêmes, époque à la fois si proche et si lointaine. A travers les souvenirs de l'enfance et de l'adolescence de son auteur, ce livre est le portrait d'une France qui a à peu près disparu et dont certaines de ses valeurs ordinaires (comme par exemple le respect du travail bien fait qui était «une sorte de morale commune à nombre d'artisans et de commerçants de l'époque»), quand elles surgissent aujourd'hui dans notre quotidien, nous donnent le sentiment de découvrir un trésor englouti.

Ce n'est cependant pas à une banale complainte décliniste sur l'air du «c'était mieux avant» ni à un énième procès de mai 68 (dont les porte-paroles officiels, au premier rang desquels l'inoxydable ancien combattant Cohn-Bendit, se chargeront bientôt d'une campagne d'autocélébration) que se livre Le Goff. Il a d'ailleurs déjà pointé dans des livres marquants – comme *Mai 68, l'héritage impossible* (1998), *La Barbarie douce* (1999), *La Démocratie post-totalitaire* (2002) – les faux-semblants, les faiblesses, les illusions du «gauchisme culturel» et d'une modernité libérale-libertaire ainsi que les dommages qu'ils ont causés. Le propos et la méthode ici se rapprochent plutôt de *La Fin du village*, autre ouvrage capital dressant l'avis de décès d'une certaine France rurale.

La France d'hier nous montre à travers un prisme personnel et une vision globale les mutations, petites ou grandes, à l'œuvre ces dernières décennies. Ou comment, le «progrès» – technique, scientifique, social... – a parfois pulvérisé le meilleur du passé et de nos traditions. La France d'après 1968 a charrié dans son sillage de nouvelles libertés devenues des acquis et de nouveaux asservissements devenus des chaînes. De cet examen critique, peut-être pourrions-nous tirer quelques leçons pour l'avenir...

Jean-Pierre Le Goff : «Le vrai problème est la déculturation»

Sociologue, fondateur du club Politique Autrement, auteur de nombreux essais dont *Mai 68 : l'héritage impossible* ou *Malaise dans la démocratie*, Jean-Pierre Le Goff vient de publier *La France d'hier*, évocation personnelle de la période 1950-1968.

Vous avez grandi en Normandie dans un milieu de commerçants et de marins-pêcheurs, marqué par le catholicisme. Vous n'idéalisez jamais cette France provinciale, rurale. Vous en montrez les étroitesse, la dureté, parfois la violence, mais il se dégage toutefois de la plupart des personnages et des rapports humains que vous décrivez une sorte de «douceur ordinaire», une culture populaire, un fond commun de valeurs – humanistes ou chrétiennes – dictant aux individus ce qui se fait et ce qui ne se fait pas.

Dans les années 1950, existait un sens commun, un creuset culturel de valeurs et de comportements auxquels les différentes classes sociales pouvaient se référer. Il existait également un milieu populaire, pas seulement composé d'ouvriers, mais aussi d'artisans et de commerçants. Il y avait une véritable culture populaire dans laquelle l'humour et les chansons comptaient aussi beaucoup. Tout cela formait un sentiment d'appartenance à une petite patrie qui s'emboîtait dans la grande avec des références et des valeurs communes. Que s'est-il passé ? Après la période de la reconstruction, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, on voit apparaître une société de consommation et des loisirs qui va percuter les traditions, la culture populaire et les liens de solidarité. Se développe

une nouvelle culture de masse consumériste et hédoniste qui érode les appartenances collectives traditionnelles. Dans le même temps, il se produit un remodelage du paysage familial : de l'architecture, des routes, des lieux de consommation... Il faut comprendre le contexte dans lequel cette société s'est mise en place. Un incontestable progrès matériel – notamment dans le logement – a eu lieu dans cette période. Cette nouvelle société apporte un bien-être matériel indéniable. C'est un acquis de la modernité que l'on ne peut pas réduire à une aliénation dans la consommation et au conformisme qui ont surgi dans la foulée. Cette nouvelle société a bouleversé la représentation de la classe ouvrière issue du XIX^e siècle. On retrouve ce choc dans l'agriculture qui s'est modernisée, avec la disparition de la figure traditionnelle du paysan au profit de l'agriculteur moderne. Toute évolution historique est ambivalente et ne se produit pas sans perte. Dans cette évolution, l'individu tend à se séparer de ses collectivités premières d'appartenance, ce qui peut être considéré comme un facteur d'émancipation. Mais cet individualisme va s'exacerber et rompre l'équilibre entre le collectif et l'individu. Jusqu'en 1968, on est dans l'entre-deux. De Gaulle veut tenir les «deux bouts de la chaîne» : une identité



© JUNIEN FALSMAGNE

et un récit qui remontent très loin dans l'histoire de France d'une part et l'entrée dans le nouveau monde de l'après-guerre d'autre part. Or, l'équilibre n'a pas tenu. Les nouvelles générations, qui n'avaient pas connu la guerre, ont été élevées dans cette société de consommation et elles ont été les éléments catalyseurs de la crise de la modernité en portant un questionnement critique ainsi qu'une volonté d'autonomie et de participation. Après 1968, ces évolutions ont basculé dans la démesure vers diverses formes de gauchisme.

Vous rappelez l'extraordinaire libération offerte par le progrès technique : la machine à laver le linge et la vaisselle, le réfrigérateur, l'automobile, la télévision... Ces dernières années, nous avons connu la révolution numérique et les nouvelles technologies avec Internet, le téléphone portable, les réseaux sociaux. Ce progrès n'est-il pas devenu fou ?

Il y a une fuite en avant moderniste et certaines questions posées en 68 me paraissent encore d'actualité. Aujourd'hui, on assiste sans cesse à des «révolutions» et à des «ruptures radicales», mais ces discours accompagnent chaque nouveauté et évolution technique : l'électricité, l'atome, l'informatique... La vraie question est de savoir quelle civilisation et quelle figure de l'homme régulent ces phénomènes. Dans quel type de société voulons-nous vivre ? On rejette sur les techniques le poids de nos responsabilités. Le fond du problème n'est pas la technique, mais la déculturation.

Le livre montre bien l'empreinte du catholicisme dans cette France-là, mais vous rappelez que beaucoup de croyants «en prenaient et en laissaient». Vous dites qu'il est de bon ton désormais dans certains milieux de se vanter d'avoir été élevé dans une modernité se prétendant débarrassée de toute croyance religieuse. «On peut en douter sérieusement au regard de la place et de la fascination qu'exerce sur certains esprits le monde de l'audiovisuel», écrivez-vous. Certaines icônes de la télévision sont des divinités pour des millions de gens et exercent une emprise bien plus grande que le curé de naguère...

Aujourd'hui, dans certains milieux, il est de bon de se croire débarrassé de toute religion. Je décris une scène dans le livre où des jeunes découvrent un plateau de télévision avec un type

de réaction semblable à celui de nos anciens quand ils entraient dans une église. Les concerts avec leur dimension fusionnelle s'inscrivent dans de nouvelles formes de religiosité diffuse, un mélange de paganisme et de post-modernité. Les nouvelles générations ne se sont pas débarrassées du sacré, mais de quel sacré au juste s'agit-il ?

Vous soulignez le poids dans cette époque des guerres mondiales, en particulier de la seconde, ainsi qu'à un degré moindre des guerres coloniales. Les générations suivantes n'ont pas connu ces tragédies et l'on ne peut que s'en réjouir. En même temps, ont disparu de notre imaginaire des figures héroïques – celles de la Résistance ou de la France libre – auxquelles on pouvait se référer. Aujourd'hui, nous célébrons – à juste titre – les victimes d'attentats, mais nous manquons peut-être de modèles et de héros...

Dès les années 1960, après la guerre d'Algérie, la figure du militaire a changé avec la mise en place de la force de frappe nucléaire. Cette époque est encore imprégnée des héros de la Résistance. On le voit avec le fameux discours de Malraux, en 1964 lors du transfert des cendres de Jean Moulin, qui s'inscrit dans l'épopée tragique de l'Histoire, mais cette vision n'est plus en phase avec la nouvelle société. Les grands récits commencent à s'effriter. Le discours de Malraux correspond d'ailleurs à l'apogée du yé-yé... Survient une France pacifiée ayant accès aux biens de consommations. La mentalité «tout, tout de suite» va ensuite être confrontée à la fin des Trente glorieuses et au chômage de masse. Cette mentalité va rester néanmoins consumériste dans une logique de ressentiment. Cette étape de l'histoire est peut-être en train de s'achever. L'angélisme qui a prévalu – nous n'avons plus de guerre ni d'ennemis – s'est fracassé sur les attentats islamistes. Cependant, nous avons toujours du mal à accepter l'idée que l'Histoire est ambivalente et tragique.

À l'école puis au lycée, les français et la philosophie étaient alors des disciplines «nobles», respectées. La littérature était accessible à tous grâce à l'apparition du livre de poche. Aujourd'hui, dites-vous, «la littérature, les arts, la philosophie sont considérés comme un supplément d'âme, sans grand effet ni d'importance

autres que ceux de la pédanterie savante et de la distinction dans un monde du look et de la communication.»

On reparle de littérature et je me réjouis de certaines orientations concernant l'école, mais la question fondamentale est de savoir quel rôle jouent la littérature et la philosophie – éléments centraux de l'histoire de France et de la civilisation française – aujourd'hui ? Ils structuraient une dimension intérieure et nourrissaient un dialogue avec soi-même, les autres et le monde. Sans cela, la littérature et les arts peuvent servir simplement de supplément d'âme ou d'outils dans un monde où règnent la fuite en avant perpétuelle et le bavardage des grands médias et des réseaux sociaux. Quelle part prend dans la formation des élites la littérature comme élément structurant de l'éducation de la personnalité ? Éducation qui implique une éthique personnelle, des convictions sensées, une curiosité, une imagination nourrie antérieurement par cette colonne vertébrale qu'étaient les «humanités».

L'adolescence a été la plaque tournante dans le basculement vers le nouveau monde et la modernité, «un nouveau mode social de comportement» fait de bohème et de contre-culture. Aujourd'hui, la figure qui résume le mieux notre époque ne serait-elle pas celle de l'enfant qui vient de naître ? Un enfant-roi, ignorant et vierge de tout, capricieux, attaché avant tout à manger, boire, dormir et s'amuser...

Dans la suite de Mai 68, l'enfant est considéré comme un être qu'il faut libérer de l'autorité des adultes. Aujourd'hui, les adultes projettent sur les enfants la figure de l'homme post-moderne : l'enfant doit être autonome, réactif à l'actualité, communicant... Cette «valorisation» va de pair avec une forme d'abandon : la société actuelle écrase les différentes étapes du développement – enfance, adolescence – menant à l'âge adulte et se décharge des conséquences sur les «psy».

Vous soulignez la prégnance à cette époque d'un héritage culturel, d'une transmission presque «naturelle» de savoirs et de traditions entre le passé et le présent. Cela a disparu. N'est-ce pas la plus grande rupture entre la France d'hier et d'aujourd'hui ?

Oui, il y a une dimension didactique dans la transmission qui passe évidemment par l'école. Mais l'héritage se transmet aussi par imprégnation : par la famille, les collectivités, les villages, les solidarités... Tout cela formait un monde commun. L'individualisme démocratique – auquel je suis attaché – a basculé dans la démesure et la déstructuration, avec «l'héritage impossible» de mai 68 et le chômage de masse. La question est de savoir quelle société nous voulons face à la mondialisation et la fuite en avant moderniste. Je ne suis pas de ceux qui pensent que c'était forcément mieux avant et qu'on pourrait revenir en arrière comme à un supposé bon vieux temps.

LA FRANCE D'HIER. RÉCIT D'UN MONDE ADOLESCENT. DES ANNÉES 1950 À MAI 68, Stock, 455 p.